

À quelle transition écologique se former ?

Par Luc ABBADIE

Professeur d'écologie à Sorbonne Université

Après avoir été minorés, pour ne pas dire ignorés, pendant des décennies, la régression de la biodiversité, le dérèglement climatique, la surconsommation d'énergie et la pollution à l'échelon planétaire, entre autres, commencent à s'imposer en tant que dimensions structurantes de toute politique crédible.

Un changement rapide et multiforme de nos modes de vie est considéré comme inévitable. On peut voir dans cette transition écologique une contrainte avec laquelle il va falloir composer, a *minima* ; on peut aussi y voir l'occasion d'un grand questionnement sur ce que nous sommes et sur ce que nous voulons. Le degré de conscience de la situation et la capacité à imaginer des futurs désirés, individuellement et collectivement, feront pencher la balance d'un côté ou de l'autre, ce qui ne sera pas sans conséquences sur la vitalité de nos démocraties. Enseigner la transition écologique n'est donc pas qu'une simple mise à jour de nos modes de formation, elle en est également une remise en cause.

Répondre à la question « À quelle transition écologique se former ? » suppose avant tout de préciser d'où nous partons et vers où nous souhaitons aller.

La grande nouveauté de notre époque est la modification par une espèce, la nôtre, d'un certain nombre de phénomènes qui déterminent les contraintes et les ressources de son milieu de vie : chimie de l'atmosphère, climat, érosion, évolution du vivant, etc. En cela, l'humain rejoint la cohorte innombrable des espèces capables de contrôler en partie leurs conditions d'existence, aujourd'hui comme tout au long de l'histoire de la Terre. Mais là où l'humain se distingue des autres, c'est qu'il agit à toute vitesse et à l'échelle planétaire sur un grand nombre de composantes de son environnement en même temps. La conséquence est claire : un certain nombre de processus de régulation sont mis hors-jeu, y compris des processus propres au vivant, le système planétaire dans son ensemble s'emballé. Le résultat ne fait pas de doute sur le plan scientifique : la viabilité, l'habitabilité de notre planète sont profondément et durablement remises en cause, pour nous comme pour les non-humains.

À partir de ce constat, il semble nécessaire d'exiger que tout projet, toute action, toute stratégie, locale ou de plus grande ampleur, répondent à la question : cela va-t-il dégrader ou restaurer la viabilité de la planète ? Et si la réponse penche du côté de la dégradation, alors ce qui est envisagé devrait être modifié ou abandonné. Bien entendu, la question sociale ne peut se réduire à sa seule dimension écologique, mais elle ne peut pas non plus être traitée

en oubliant ou en minorant précisément cette dimension écologique ; c'est pourtant à peu de choses près ce qui a été fait jusque-là. Or, aucun épanouissement personnel ou collectif n'est envisageable dans un environnement dégradé, aux ressources raréfiées et à l'instabilité permanente des conditions de vie. L'enjeu est donc de faire en sorte que le retour à une planète viable soit érigé effectivement en axe structurant numéro un de la construction du futur, et surtout du futur proche.

Le but étant fixé, on peut s'interroger sur les moyens de l'atteindre. Il faut préciser d'emblée que les voies possibles pour y parvenir sont multiples et que des collectifs différents, à toutes les échelles, en suivront des différentes, car ils ne partent pas tous du même point de départ et ne partagent pas tous les mêmes attachements culturels. Cette pluralité des voies possibles de transition écologique peut en rendre difficile la mise en cohérence et pourrait être perçue, à ce titre, comme un handicap. Pourtant, en créant de la diversité, on peut penser qu'elle est au contraire source de résilience et, par conséquent, un gage de réussite. Dans cette optique, former à la transition écologique est tout autant une affaire d'approche, d'état d'esprit et de valeurs, qu'une affaire de contenu ⁽¹⁾.

(1) Le tout récent « Manuel de la grande transition » publié par le groupe FORTES, chez l'éditeur Les Liens qui libèrent, est un excellent exemple de ce qui est faisable en termes d'acquisition de compétences de base et de construction d'une démarche systémique.

Il est aujourd'hui largement admis qu'un citoyen en capacité de bénéficier de ses droits et d'assumer ses devoirs doit disposer d'un certain bagage de compétences, un bagage minimal qui lui permette de se situer dans le monde qui l'entoure. Ce consensus est à l'origine d'une bonne partie des contenus enseignés dans le primaire et le secondaire, ce qui permet finalement à chaque élève de se construire et de partager avec les autres une même culture générale, et ce antérieurement au début de sa spécialisation. Développer la formation à la transition écologique renvoie d'abord et avant tout à cette question de la culture générale qui, bien sûr, devrait intégrer davantage de connaissances de base sur le changement climatique, la crise de la biodiversité et la dynamique des ressources afin de permettre à chacun de nous d'appréhender les grandes logiques qui sont à l'œuvre et les ordres de grandeur des phénomènes en cause. De ce point de vue, l'évolution en cours des programmes du secondaire⁽²⁾ est à saluer, même si beaucoup d'élèves, notamment ceux de l'enseignement technique, ne sont pas encore concernés et même si le nombre d'heures consacrées à la transition demeure modeste.

Dans l'enseignement supérieur, à de notables exceptions près, force est de constater que la part consacrée à la culture générale ne cesse de s'amenuiser au fur et à mesure que l'on avance dans la spécialisation. Et que l'offre actuelle de formation à la transition écologique, massivement ancrée dans le volontariat, ne répond que très partiellement à une demande forte et explicite des étudiants et des organisations dans lesquelles ils s'engagent⁽³⁾. L'explication souvent avancée est celle du manque de temps. Il faut sortir de cette contradiction artificielle en soulignant qu'une formation de base ne nécessite qu'un temps annuel limité si elle est disponible tout au long du parcours de formation, que les enseignements disciplinaires peuvent être modifiés à la marge pour mieux prendre en compte la dimension écologique et, surtout, que les diplômés ainsi formés seront bien armés dans leur futur métier pour prendre une part active aux inévitables et profondes transformations économiques et sociales à venir.

Dès lors, on ne comprendrait pas que tous les établissements et organismes de formation, initiale et continue, ne proposent pas à courte échéance des formations à la transition écologique. Il en va de la capacité de chacun de nous à trouver sa place dans nos démocraties et à mettre en mouvement son environnement professionnel actuel ou à venir. Tous les apprenants sont concernés, qu'ils relèvent

des sciences humaines ou sociales, des sciences politiques ou juridiques, des sciences naturelles, des sciences économiques ou des sciences de l'ingénieur, des sciences de la santé, des arts... Dans cette optique, deux points sont à souligner. Le premier est qu'une attention particulière devrait être portée sur les formations en gestion, économie, technologie, droit, sciences politiques..., et toutes les spécialités du même type qui façonnent au jour le jour nos trajectoires collectives. Le second est qu'il ne s'agit pas simplement de former les jeunes : vue l'urgence de la situation, un effort particulier doit également être fait en direction des personnes qui sont déjà en activité dans une entreprise, une collectivité publique, un syndicat, etc. Il y a là, d'ailleurs, un enjeu pour le monde universitaire dans son ensemble, tant sur le plan de sa légitimité sociale que sur celui de sa prospérité économique !

Cet accent mis sur la vie professionnelle souligne une caractéristique majeure du concept de transition, celle de l'action, on pourrait même dire celle de l'action sur le monde réel. Enseigner la transition écologique, c'est donc enseigner la pluralité des représentations, des dynamiques, des valeurs : la pluridisciplinarité est, ou devrait être, au cœur de la conception et de la mise en œuvre des composantes de la transition. Comprendre comment s'établit un bilan énergétique, au niveau local ou à l'échelle planétaire, ou pourquoi les êtres vivants sont en constante évolution, c'est indispensable, mais cela ne suffit pas. Il faut aussi être en mesure de décoder les principes de base en économie, en sociologie, en sciences de la cognition. Tout cela pourrait paraître très lourd, mais encore une fois, il ne s'agit pas de transformer chacun de nous en spécialiste, mais plutôt de nous mettre en situation de délibérer collectivement avec pertinence sur les choix qui sont devant nous.

La question de notre rapport à la nature et son corollaire, celle de la conception de futurs désirables, renvoient à notre système de valeurs, individuel et collectif. Les problèmes d'environnement sont des problèmes, explicites ou non, de valeurs. Sortir du « cela va de soi » et du « il n'y a pas d'autre choix » est le préalable à tout changement conscient et voulu, car c'est la seule manière de s'interroger sur ce que nous sommes et sur notre place dans le grand écosystème planétaire. Ce que l'on peut appeler l'éthique environnementale, ou l'éthique écologique⁽⁴⁾, semble ainsi à la base de tout, être cruciale ; elle devrait à ce titre imprégner une grande variété des formations dispensées et pourrait être enseignée en tant que telle un peu partout. On en est loin : les disciplines qui peuvent porter le questionnement éthique que sont la philosophie, l'épistémologie ou l'histoire des disciplines sont encore peu accessibles aux apprenants en dehors des parcours de formation en sciences de l'homme et de la société. Il y a sans doute là un frein considérable à la marche vers une société plus écologique.

(2) Les évolutions récentes ou en cours des programmes de la voie générale prévoient un enseignement scientifique obligatoire d'une heure et demie hebdomadaires en seconde et de quatre heures cumulées en première et terminale. Cet enseignement présente de façon interdisciplinaire les questions (processus et enjeux sociaux) de climat et d'énergie ainsi que de biodiversité, de façon très complète pour les deux premières classes citées, mais de manière plus légère dans le cadre de la troisième. On retrouve toutefois la biodiversité dans les thèmes agrosystèmes et maladies vectorielles (programme de seconde).

(3) Voir, entre autres, les demandes et les propositions du Réseau français des étudiants pour le développement durable (REFEDD), de la Fédération des associations générales étudiantes (FAGE) ou du collectif Pour un réveil écologique.

(4) Voir, par exemple, les travaux de Catherine Larrère (*Penser et agir avec la nature. Une enquête philosophique*, 2015) et ceux de Rémi Beau (*Éthique de la nature ordinaire*, 2017).

Entrer en transition : c'est agir sur un système complexe, c'est-à-dire sur un grand nombre d'acteurs et de processus différents, qui dans leur grande majorité sont en interaction, et se modifient donc les uns les autres et modifient l'ensemble. Dans ces conditions, les compétences disciplinaires perdent en pertinence si elles ne s'inscrivent pas dans une approche interdisciplinaire, condition *sine qua non* de l'approche systémique. Tout changement, aux tenants et aboutissants nécessairement multiples, conduit à remettre en cause les hiérarchies existantes et la force des liens entre les acteurs, entre les processus, entre les enjeux. Pour cette raison, organiser les formations à la transition écologique en partant des grandes questions concrètes qui se posent, celles du climat, de la biodiversité, de l'énergie, du partage des richesses etc., revient à mettre en quelque sorte les apprenants en mode projet, en mode recherche de solutions, ce qui est une manière efficace de rendre l'interdisciplinarité concrète, légitime, inévitable. Interdisciplinarité dont la pratique est d'autant plus aisée que ses protagonistes ont en commun un certain nombre de concepts et de valeurs, ce qui nous ramène à la culture générale, un levier d'action dont l'acquisition est un préalable à toute transformation démocratique de la société.

Qui dit système complexe dit dynamiques non linéaires – effets de seuils – de l'ensemble des composantes comme de certaines d'entre elles. Cela implique que le point d'arrivée d'une trajectoire ou d'un faisceau de trajectoires n'est pas assuré, que tel changement qui pouvait apparaître comme positif engendre en fait des blocages ou des effets indésirables. On en a eu un bel exemple en France en 2018 avec la taxe carbone sur les carburants et le mou-

vement social qui s'est ensuivi. Cette non-linéarité, bien connue des scientifiques, est source de ce que l'on appelle communément des incertitudes, un terme connoté négativement qu'il vaudrait mieux remplacer par celui de variabilité. Entrer en transition suppose de savoir composer avec cette variabilité qui peut parfaitement s'appréhender à travers des exercices de scénarisation. La scénarisation de la transition écologique en tant que système dynamique me semble un outil fondamental, car elle permet de faire en toute conscience des choix, d'identifier les effets collatéraux d'une trajectoire donnée ou de sortir de politiques encore massivement sectorielles. Quant à la technique de scénarisation, elle peut faire appel à des formes diversifiées de créativité, depuis la fiction littéraire jusqu'à la modélisation numérique.

La transition écologique suppose des changements drastiques dans nos modes de vie et nos organisations collectives. Certains d'entre eux sont faciles à mettre en œuvre, on ne le dit pas assez, mais d'autres demanderont plus d'efforts qui ne seront pas consentis s'ils ne sont pas répartis équitablement, compris et souhaités par la grande majorité des citoyens. L'urgence est donc d'armer tout un chacun d'un bagage qui permette son engagement selon des modalités qu'il lui appartient de définir. C'est pour cette raison que la culture générale doit être mise en avant. Bien entendu, cela n'enlève rien à l'importance de la spécialisation qui permet tant d'avancées spectaculaires dans la compréhension du monde et qui fournit la matière à la diffusion de la culture générale. Il s'agit simplement de donner à cette dernière la place qui lui revient dans la marche vers une planète à la viabilité rétablie.